

Communication pour le Congrès IDA 2023

Table ronde : la gauche en Amérique Latine

« Guatemala, la gauche impossible ? Le cas Sandra Morán, entre religion et droits LGBTI »

Thierry MAIRE

Centre Maurice Halbwachs (ENS-EHESS-CNRS-INRAE, UMR 8097)

CEMCA (UMIFRE 16, MEAE-CNRS, USR 3337 Amérique Latine-Guatemala)

Évoquer la gauche comme acteur de la vie politique au Guatemala est une tâche hardie. On se retrouve confronté rapidement à deux écueils principaux. D'une part, le poids de l'histoire, et d'une mémoire complexe qui entrave la compréhension de ce secteur de la vie politique. On passe ici d'affirmations visant à établir l'inexistence pure et simple de 'la gauche' à des haussements de sourcils, voire l'expression d'une certaine crainte qui renvoie plus ou moins systématiquement à la guerre civile et à ses conséquences contemporaines. D'autre part, on peut aisément se perdre dans des considérations labyrinthiques pour qui ne connaît pas les vicissitudes de ce champ au Guatemala, se retrouvant face à une collection de sigles qui représentent partis, mouvements, organisations, institutions et personnes 'de gauche', mais dont l'ordonnancement reste confus et les relations inextricables. Il est pourtant des faits historiques que l'on peut établir, qui permettent de comprendre pourquoi dans ce pays, la gauche semble « impossible », pour reprendre le terme utilisé par nombre des personnes que j'ai pu rencontrer lors de mes séjours sur place entre 2006 et 2022.

Au lieu de me livrer à une histoire didactique de la gauche, et en ayant en tête l'intérêt d'une socio-histoire des idées politiques, il m'a semblé que retracer ce qu'a pu être, ce qu'est et ce que pourrait une gauche guatémaltèque pourrait être abordé par une analyse biographique d'un de ses représentants. Cette socio-histoire incarnée tient en partie de l'idéal-type, mais veut surtout s'inscrire dans une perspective de sociologie pragmatique : partir des expériences vécues, de ce que les personnes concernées ont ressenti, du sens donné par les acteurs. Ce n'est donc pas une micro-histoire qui est ici le but, mais plutôt ce que cette micro-histoire nous dit de la macro-histoire, l'une se reflétant dans l'autre. Pour éviter les biais individuels inhérents à cette démarche, je rapporterai chaque fois que possible le témoignage personnel aux faits contextualisés, replaçant ainsi le niveau micro dans son environnement macro.

La personne choisie pour cette réflexion est Sandra Morán. Elle incarne, au sens presque bourdieusien, une partie de la gauche guatémaltèque. Elle n'est pas la seule, et d'autres personnes auraient pu faire l'objet de mon choix. Si j'ai choisi cette ancienne députée, activiste de longue date, féministe et lesbienne, c'est à la fois parce que son protagonisme a croisé une des questions suivies durant ma recherche doctorale sur les acteurs évangéliques au Guatemala et leur rapport au politique, mais aussi parce qu'elle est effectivement une de ces personnes emblématiques du combat à gauche de l'échiquier politique guatémaltèque. C'est aussi parce qu'elle combine plusieurs dimensions des questions dites 'de gauche', entre droits des femmes, des personnes LGBT, préoccupations sociales envers les exclus et en particulier les

communautés indigènes autochtones. Son parcours, comme on le verra par la suite, est de plus exemplaire de ce que nombre d'acteurs de la gauche locale ont connu. J'insisterai néanmoins pour clore cet examen sur un des projets de loi porté par la député car il est exemplaire des contradictions qui pèsent sur une gauche guatémaltèque possible.

Les matrices historiques de la gauche guatémaltèque

On trouve dans l'univers mental des personnes de gauche au Guatemala les mêmes références que pour beaucoup de personnes de ce courant en Amérique Latine ou ailleurs : la Révolution française, les droits de l'homme, Marx, Lénine, Gramsci ou Chomsky. On trouve aussi des figures proprement latino-américaines, de Furtado à Freire, en passant par Marti, Castro ou Dussell, pour ne citer que ces quelques noms, sans oublier les auteurs de la théologie de la libération, Boff, mais aussi Sobrino, salvadorien justement. Au niveau national, des noms circonscrits à la sphère locale existent dans tous les pays, Guatemala compris, Garcia Granados, Alfonso Bauer, ou le grand sociologue Torres Rivas, et, pour l'époque du retour de la démocratie au début des années 90, Oscar Clemente Marroquín (Hernández Pico, 1997). Mais il m'a souvent été dit également que bien peu, au Guatemala, connaissent les écrits des auteurs cités ci-dessus, quelle que soit leur origine.

On connaît éventuellement les politiques, qui se sont lancés dans le combat électoral, et la grande figure qui fait référence est ici Jacob Arbenz, le président de la seule période où un gouvernement de gauche a dirigé le pays, entre 1945 et 1954, dans le cadre de la « Junte Révolutionnaire ». C'est là la première matrice de référence. Dans son livre *Valió la pena!* (Ça en valait la peine !) (Morán & Palencia, 2021), Sandra Morán fait remonter ses premiers souvenirs politiques à son entourage familial, du côté maternel, lorsqu'ils vivaient entre leur maison et le marché du centre-ville de la capitale où sa mère et sa grand-mère tenait un stand, puis la maison familiale située dans un quartier alors un peu plus éloigné du centre. Sandra Moran dit se souvenir en particulier de plusieurs épisodes, dont un à l'époque de la dictature militaire de Ubico. Le premier souvenir est celui des vendeurs du marché, cachant les étudiants et professeurs cherchant à échapper à la police après une manifestation (ibid., p. 7 et 8). C'est donc le cadre familial et l'environnement quotidien qui forment la pensée politique de la jeune femme. Les lectures politiques viendront plus tard, lors des années d'exil, comme elle me le raconta lors de l'entretien de mai 2022.

La seconde matrice est la période des années de guerre civile. Ainsi Sandra Morán cite un événement dont elle se remémore la vivacité, lorsqu'elle n'est encore qu'une lycéenne, en septembre 1975 (ibid., p. 8-9). Déjà les assassinats des gouvernements de l'époque gravent de leur empreinte la mémoire de la jeune étudiante : celui d'un voisin, Robin Garcia, comme celui de Manuel Colom Argueta, un des fondateurs de l'Union Révolutionnaire Démocratique, maire de la capitale entre 1970 et 1974 et l'une des figures de l'opposition au régime militaire. Il fut assassiné le 22 mars 1979, peu après la reconnaissance du Front Uni Révolutionnaire, et son enterrement donna lieu à une marche populaire durant une dizaine d'heures dans la capitale à laquelle participèrent des milliers de Guatémaltèques, dont Sandra Moran. Elle date de ce moment son incorporation à l'EGP (*Ejercito Guerrillero de los Pobres*, Guérilla armée du Peuple). Bien que sa participation active à ce mouvement de la rébellion politique ait duré peu de temps, elle vit disparaître de nombreux compagnons de lutte, et cela laisse encore de nos jours une trace indélébile : le rejet de la violence politique tout autant qu'une conscience aigüe

que cette violence venait d'abord de ceux qui disposaient du pouvoir, et en particulier des forces de sécurité militaires.

On trouve ici un autre élément biographique commun à nombre d'acteurs de la gauche guatémaltèque : l'exil. Tout opposant aux régimes militaires ou autoritaires connut le risque de l'exil et parfois sa réalité. Nathalie Ludec fait justement remarquer qu'on peut considérer que trois générations connurent l'exil au Mexique en particulier, mais dans d'autres pays latinoaméricains, voire en Espagne, plus rarement ailleurs (Ludec, 2001). Garcia Granados en est un exemple de la génération des années 30. Il en fut de même pour la génération post-coup d'état en 1954, après le renversement du gouvernement d'Arbenz. Il n'est donc pas étonnant que la génération des années 80 le connut à son tour. En 1981, Sandra Morán suit sa mère qui la fait passer chez un de ses oncles, déjà réfugié au Mexique. On est là face à une migration forcée, dont le choc s'accompagna d'une reconfiguration des structures du quotidien. C'est dans ce pays qu'elle rencontre vraiment la musique, laquelle faisait partie de l'héritage familial, et s'investit d'abord auprès du groupe salvadorien *Yolocamba Ita*. On trouve ici les racines de la coopération régionale centraméricaine des mouvements de gauche, qui irrigua par la suite nombre de revendications, féministes, politiques ou sexuelles. Puis ce sera le tour d'un groupe formé de Guatémaltèques, *Katinamit*, avant de découvrir *Kinlalat* (Morán & Palencia, 2021, p.11-12). C'est avec ce groupe, contraint de se reformer à la suite de son engagement envers la guérilla que Sandra Moran partit vivre au Nicaragua en 1986. C'est l'occasion de développer son réseau, les artistes étant fréquemment engagés à gauche et beaucoup contraints à l'exil, même s'ils ne sont pas les seuls embarqués dans l'aventure (Palma Mora, 2003 ; Lebeau, 2020). Il se développa une diaspora artistique féconde, et Sandra se souvient en particulier de la grande artiste argentine, Mercedes Sosa. C'est aussi la période qui la vit se rendre plusieurs fois à Cuba pour parfaire son apprentissage musical, mais aussi politique. Comme elle le dit elle-même dans l'ouvrage cité : « L'exil était une nécessité, mais avec la musique, j'ai repris le contrôle de ma vie. La musique s'est convertie en mon devoir professionnel et révolutionnaire. » (Morán & Palencia, 2021, p. 14). On rencontre ce genre d'échanges artistiques, mais plus largement culturels et politiques y compris en France, comme l'a montré le livre publié sur l'association AIDA (Moirá, 2021), qui commença à fonctionner en France dès 1979.

L'exil est également une matrice sur le plan organisationnel. Si les partis et organisations militantes tentent de se restructurer dans les pays d'accueil, la dispersion des membres, la difficulté de réunir des fonds, les limites imposées par les autorités locales et les alliances parfois fluctuantes représentent autant d'obstacles au maintien d'une structure encadrante. Mais l'ancienneté de la présence guatémaltèque permet aussi aux nouveaux exilés des années 70 puis 80 de trouver sur place l'aide indispensable pour aller de l'avant. Si l'on en croit les témoignages exploités par Nathalie Ludec (Ludec, 2001), c'est au Mexique, dans le District Fédéral de la capitale que divers mouvements de la rébellion future se formèrent, et en particulier l'EGP ou les FAR (Ludec, 2001, §47 et 49 [en ligne]). L'URNG, qui doit également une partie de sa formation aux exilés au Mexique (ibid., §59 [en ligne]) établit plus tard un bureau local dont les représentants avaient statut officiel, ce qui facilita par la suite les discussions autour des accords de paix. De même, des organisations d'assistance se forment autour des noyaux d'exilés, les regroupant par nationalité plus que par affinités politiques, point commun en général partagé, ou ethniques. Il semblerait cependant que si les Guatémaltèques avaient l'habitude de l'exil au Mexique, ils ne disposèrent pas du même réseau social que d'autres communautés d'exilés tels que les Chiliens ou les Argentins (Ludec, 2001).

Sandra Morán me précisa lors d'un entretien le rôle des structures religieuses, catholiques dans son cas. Pour reprendre ses termes : « *J'ai fait partie du mouvement de solidarité avec le peuple du Guatemala, qui venait de l'Église catholique mexicaine en solidarité avec l'Église catholique guatémaltèque, comme par exemple Gerardi qui est parti avec tous les ... les prêtres et les religieuses, et qui formait l'Église guatémaltèque en exil.* »¹. On voit ici combien ces réseaux religieux ont également été activés lors de ces périodes, et il faut mettre cela en relation avec la théologie de la libération évoquée au début de ce texte. Si une partie de la hiérarchie catholique était réservée, voire franchement hostile à ce courant, sur le terrain nombre de prêtres adoptèrent à des degrés divers la lecture théorique proposée par cette théologie proprement latinoaméricaine. Ils la mirent en pratique, ce qui valut par ailleurs à nombre de religieux et religieuses catholiques des persécutions et leur lot d'assassinats.

On trouve ici une dimension spécifique au conflit politique mais également mémoriel du Guatemala. Il existe toujours aujourd'hui une manière de considérer que certains catholiques ont soutenu la guérilla, et sont donc plus ou moins marxistes ; à l'inverse les évangéliques sont perçus comme apolitiques ou clairement inscrits dans l'orbite néolibérale et conservatrice. Le sujet fait encore l'objet de débats parfois acrimonieux entre spécialistes, même si un certain consensus existe aujourd'hui pour montrer d'une part que les choses n'étaient pas aussi tranchées ; d'autre part que cette division comporte une large part de vérité en ce qui concerne les évangéliques. On peut ici observer les oppositions d'interprétation en confrontant les témoignages divergents tels qu'ils sont évoqués, du côté catholique par *El Silencio del Gallo*, et du côté évangélique, *Escapando del Fuego*². De ce point de vue, en réalité, il n'y eut pas tant de catholiques que cela à s'engager dans la guérilla ou à la soutenir, et il faut se souvenir que statistiquement, à cette époque, une très grande majorité de Guatémaltèques étaient catholiques quand les évangéliques représentaient alors un pourcentage très réduit de la population : on trouve donc nécessairement plus de catholiques que d'évangéliques dans la guérilla. L'affiliation religieuse ne peut donc pas seule expliquer les motifs d'engagement politique à gauche. Cette lecture doit plus à une relecture contemporaine visant à servir de légitimation de tel ou tel groupe et n'est pas exempte de biais idéologiques mais connaît aussi sa part de débats académiques, le plus connu étant celui opposant David Stoll, qui défend l'idée de peuples indigènes victimes plutôt d'une instrumentalisation des guérillas marxistes, alors qu'on sait aujourd'hui que cette vision est éloignée de la réalité (De Leon, 2018).

¹ Entretien avec Sandra Morán, en espagnol, par Zoom, le 05 mai 2022 (00 :49.37 à 00 :50). Monseigneur Juan Gerardi est une figure de la gauche catholique. Connut comme 'l'évêque des Mayas' pour son action auprès des populations Quiché, diocèse dont il eut la charge de 1974 à 1981, il fut contraint à l'exil. Il revient en 1984 mais ne retrouva pas son siège épiscopal. En 1988 il est nommé à la Commission Nationale pour la Réconciliation et prit part activement aux travaux de l'association Récupération de la mémoire historique (RHEMI) qui œuvre alors à recenser les victimes de la répression militaire. En avril 1998, celle-ci publie un rapport, *Guatemala Nunca Más*, qui établit que plus de 93% des exactions durant la guerre civile sont le fait des militaires et paramilitaires pro-gouvernementaux. Gerardi donna une conférence de presse le 25 avril. Deux jours plus tard, son corps fut retrouvé, à peine reconnaissable. Le procès des commanditaires eut lieu dix ans plus tard. Les traductions sont de l'auteur.

² Dans *El Silencio del Gallo* (2007), Carlos Santos retrace le parcours de son oncle, Luis Gurriarán, prêtre missionnaire d'origine espagnole qui vécut le conflit guatémaltèque aux côtés de ses paroissiens, avec lesquels il dû fuir et vivre la répression militaire contre laquelle il témoigna. Dans *Escapando del Fuego* (2019), le pasteur évangélique d'ethnie Ixil Tomás Guzaro, aidé de la missionnaire étatsunienne Terri McComb, narre pour sa part le calvaire vécu par ses coreligionnaires coincés entre la guérilla et les militaires, mais finalement protégés par ces derniers et placés dans un de ces 'villages-modèles' que la dictature utilisait pour présenter son œuvre positive de développement. On voit toute l'acuité des versions divergentes du récit mémoriel quant au conflit civil réinterprété par des lectures politico-religieuses.

Les errements de la transition post-guerre civile

Le retour à la démocratie aurait pu constituer un moment clé pour assurer à la gauche une présence politique renouvelée dans le paysage politique guatémaltèque. Le retour à un gouvernement civil dès 1990, puis les accords de Paix signés en 1996 constituèrent des événements marquant le retour à une vie démocratique normale. Les mouvements de guérilla purent alors bénéficier d'une fenêtre d'opportunité pour se transformer en parti. Si la participation aux différentes commissions qui débouchèrent sur les Accords de Paix permirent aux mouvements de la gauche politique de s'appuyer sur un ensemble d'associations, que l'on pourrait définir comme la gauche sociale, il s'en fallut de peu que les Accords de paix ne fussent pas signés en raison de l'attitude de certains (Sáenz de Tejada, 2022)³. Les élections auxquelles les groupes de gauche purent participer, en 1995 puis 1999 montrèrent les difficultés de s'entendre, à gauche (Mack, Ba Tiul, Solorzano, 2009, p. 226-228). Les querelles d'égo et de positionnement politiques prirent rapidement le dessus, et cela nuisit considérablement à la crédibilité du mouvement. Comme le font remarquer les auteurs ci-dessus, le problème n'est pas propre aux partis issus de la guérilla ; la société civile, très active au Guatemala durant les trente-six années de conflit, se déchire également car tous les membres de ces associations ne voient pas d'un œil favorable la participation électorale de certains de leurs représentants. Comme me le fit remarquer une personne lors d'un entretien informel⁴, le simple fait que certains aient souhaité se lancer en politique paraissait suspect à bien des activistes, dont le degré de confiance envers la politique était limité. De même la méfiance incita certains dirigeants de la gauche en exil à ne pas rentrer immédiatement au Guatemala, et la longueur des négociations, presque dix ans et avec quatre gouvernements, ne les incitait pas non plus à prendre pour argent comptant les promesses. Enfin, la non-ratification finale des Accords, en raison d'un nombre insuffisant de votants lors du référendum de 1999, après une campagne marquée par la désinformation et la peur, orchestrée par les partis au pouvoir qui s'étaient opposés à toutes les réformes dérivant desdits Accords porta d'une certaine façon le coup de grâce aux efforts de la gauche héritée de la guérilla. La personne interrogée me précisa que beaucoup d'électeurs furent déçus pour plusieurs raisons : la trahison de certains dirigeants de gauche, en particulier sur le plan local, qui quittèrent le pays, ou changèrent de camp politique pour gagner une élection, le non-accomplissement des promesses, et, pour certains, la conversion à l'évangélisme, perçu par leurs anciens compagnons comme vecteur d'une idéologie néolibérale alignée sur les partis de droite « à la sauce étatsunienne ».

C'est dans cette période agitée que Sandra Morán rentre au Guatemala, en 1994, presque quinze ans après son départ contraint. Ce qu'elle décide de faire est caractéristique d'une partie des personnes engagées à gauche à cette époque : au lieu de s'engager politiquement de manière traditionnelle, c'est vers les mouvements sociaux qu'elle se tourne. Durant ces années post-conflit, la frontière pouvait paraître ténue, et la consolidation de la paix était un objectif politique en soi. Mais elle choisit de l'aborder sous l'angle social et s'investit dans le groupe

³ L'enlèvement de la mère de membres d'une des grandes familles de l'oligarchie, les Novela, par une des organisations de la Guérilla faillit tout faire capoter. La chose conduisit au retrait du fils du grand romancier et prix Nobel de littérature, Miguel Angel Asturias, de la table des négociations en raison de l'implication de l'organisation qu'il représentait (l'ORPA). Incontestablement, après presque dix années de négociations compliquées, ce malencontreux enlèvement contribua à affaiblir la position de l'URNG.

⁴ Cette personne, universitaire, me fit ces commentaires et ceux qui suivent sous le couvert de l'anonymat sur ce sujet (Entretien mené en espagnol à Guatemala Ciudad, octobre 2022). Elle choisit l'anonymat en raison dit-elle des risques qui pèsent encore à évoquer ouvertement ces sujets « qui fâchent ». Traduction de l'auteur.

‘femmes’ de l’Assemblée de la Société Civile, une assemblée qui avait été organisée dans le cadre de la négociation des Accords de Paix afin de permettre que les organisations sociales puissent participer aux conditions permettant l’établissement d’une paix réelle. Sandra Morán a souligné plus d’une fois, dans des interviews comme dans son livre bilan le rôle fondamental pour elle de sa prise de conscience féministe, élaborée en particulier lors de la troisième partie de son exil, au Canada : « *Ce grand changement politique fut essentiel dans ma vie : la libération des femmes est indispensable pour la libération des peuples. C’est pour cela que, quand je suis rentrée au Guatemala, j’ai approfondi mon expérience canadienne, je me suis dédiée totalement à participer dans le cheminement qu’ici les femmes menaient avec leurs luttes propres, où les expériences des femmes qui revenions de l’exil se joignaient à celles des femmes qui n’étaient pas parties du pays.* » (Morán & Palencia, 2021, p. 18). C’est par ce biais de lutte pour les femmes qu’elle se fait connaître au niveau national. Elle occupa par la suite diverses fonctions dans ce domaine de l’action en faveur des femmes, en application des Accords de Paix. C’est également à cette époque qu’elle fait son coming-out dans son pays, et participe à la création d’une des premières organisations lesbiennes, ‘*Mujeres Somos*’, ainsi qu’à la mise en place de la première gay-pride au Guatemala, en 1998. Mais comme elle le dit elle-même dans une interview lors de son élection comme députée, en 2015, elle a toujours représenté « *la fuerza de afuera* », qui est peut-être cette force extérieure, à la fois en raison de l’exil vécu, au Mexique, au Nicaragua puis au Canada, mais aussi ‘de l’extérieur’, donc en-dehors d’un engagement politique au sens partisan (Gamazo, 2015). C’est en effet au nom d’organisations sociales, certes en lien avec l’ANN (*Alternativa Nueva Nación*)⁵, qu’elle s’est lancée dans la campagne pour les législatives de 2015, dans le contexte de rejet des politiques traditionnelles lié au scandale de corruption qui conduisit la vice-présidente de la république, Roxana Baldetti, en prison, puis à la démission du président Perez Molina. Comme Sandra Morán le dit à la journaliste : « *Nous [elle et les deux autres élus obtenus] sommes totalement nouveaux dans tout ça. Nous sommes issus des mouvements sociaux, nous avons acceptés le défi de faire campagne et de nous proposer, les gens nous ont donné leur vote et nous assumerons ce défi.* » (Gamazo, 2015)⁶. Cette volonté de partir des revendications portées par les mouvements sociaux, plus que par les partis eux-mêmes date de son retour au Guatemala. Comme elle le signale alors, elle se rend compte que son parti, l’URNG, n’est guère favorable aux revendications féministes en tant que telles si cela doit conduire à critiquer les dirigeants du parti ou leurs choix politiques (Morán & Palencia, 2021, p. 19). La difficulté à réussir cette articulation entre parti(s) de gauche et mouvements sociaux est sans doute l’une des clés qui permet d’expliquer la faiblesse politique de la gauche guatémaltèque, hier comme aujourd’hui. Alors même que les mouvements sociaux, en particulier ceux liés aux organisations féministes ou indigènes, font preuve d’une vitalité remarquable. Mais la traduction de cette force revendicative ne cadre pas toujours bien avec les us et coutumes de la vie politique. Sandra explique ainsi : « *D’après mon expérience, la tension croissante entre le groupe [parlementaire] et le parti [Convergencia] a beaucoup à voir avec l’argent et le contrôle.* » (Moran & Palencia, 2021, p.39).

⁵ Le parti ‘*Convergencia*’, formé pour les élections de 2015, agrège à l’ANN marxiste dirigée par l’ancien commandant guérillero Pablo Monsanto, six organisations sociales : le *Comité Campesino del Altiplano*, l’*Asociación de Jóvenes para el Desarrollo y el Rescate Social*, le *Comité Cívico del Pueblo Unido y Plataforma Ciudadana*, la *Coordinadora Nacional de Unidad Sindical y Social*, le *Sindicato Nacional de Construcción y Servicios* et le *Consejo Nacional Indígena, Campesino y Popular*.

⁶ “Nosotros somos absolutamente nuevos en esto. Venimos de los movimientos sociales, aceptamos el reto de hacer campaña y proponernos, la gente nos dio el voto y asumimos el reto”.

L'élection de Sandra Morán au Parlement guatémaltèque déclencha des réactions dignes d'une panique morale. Sans doute proposa-t-elle assez tôt dans la législature des projets qui ne pouvaient que hérisser les conservateurs : le projet de loi 5395, « sur l'identité de genre », centrée sur la question trans ; le projet 5278 « portant sanction contre les crimes de discrimination », en particulier en raison de l'orientation sexuelle, ; le projet 5376, « sur la protection des filles et adolescentes victimes de violence sexuelle, l'exploitation sexuelle et la traite de personnes ». Ces trois projets furent à l'origine de la réponse conservatrice (projet de loi 5272) qui fit couler beaucoup d'encre tant son contenu discriminatoire attentait aux engagements internationaux du pays⁷. Il provoqua l'organisation des 'Marches pour la vie et la famille', copie guatémaltèque des marches identiques créées plus tôt au Mexique, mais aussi au Pérou, et plus tard dans d'autres pays latinoaméricains. Le bilan que tire Sandra Morán de sa présence au parlement souligne les difficultés de la gauche actuelle : « *Il n'y eut pas de force de la part du mouvement féministe pour résister au bombardement idéologique conservateur et patriarcal. Les grandes conquêtes parlementaires s'obtiennent avec une force du dedans, mais avant tout avec une force de l'extérieur. La démobilisation des mouvements sociaux au Guatemala est une réalité depuis un moment et cette réalité ne fait que contribuer à ce qu'on nous claque la porte au nez.* » (Morán & Palencia, 2021, p.105).

C'est en analysant dans le cadre de ma thèse le parcours du projet 5272 que j'ai pu mettre à jour les mécanismes de la polémique. En recourant aux outils de la cartographie de controverse (Callon, 1981 ; Latour, 2007 ; Venturini, 2012 ; Seurat et Tari, 2021), je me suis aperçu de la manière dont était structuré le réseau conservateur auquel Sandra Moran et ses alliés étaient confrontés. Ce réseau s'appuie, pour reprendre les termes habituels de l'analyse de controverse, sur des mondes multiples, mais où dominant d'une part des groupes religieux et leurs relais parlementaires, d'autre part des groupes 'ONG' qui sont en fait des lobbys, à mi-chemin entre le champ religieux et le champ politique. Ainsi, l'association qui regroupe les divers acteurs ayant soutenu le projet de loi 5272, *Asociación la Familia Si Importa* (AFI pour son acronyme) est en fait constituée autant par ces acteurs religieux, tel l'Association Évangélique du Guatemala (AEG), qui se revendique être la plus représentative des évangéliques guatémaltèques, ou la Conférence Épiscopale du Guatemala, autorité représentative des catholiques, que par des acteurs 'ONG' comme '*Guatemala Inmortal*' ou la '*Liga ProPatria*'. Ces groupes sont souvent eux-mêmes liés à des parlementaires, donc au monde politique, en particulier les députés Anibal Rojas, du Parti VIVA, celui de Zury Rios, fille du général génocidaire Rios-Montt, ou Julio Lainfiesta du parti Union pour le Changement National (UCN), par ailleurs président du Groupe parlement pro-vida.

A l'inverse, Sandra ne dispose que de quelques alliés, uniquement du côté LGBTI (et ce sont des ONG de petite taille, sans grande capacité mobilisatrice), et des organisations de lutte pour les droits de l'homme. Son seul appui institutionnel a été celui du procureur chargé des droits de l'homme, Jordan Rodas. Aucune association de nature religieuse n'est présente à leurs côtés. Le problème est donc de trouver des moyens d'établir un dialogue avec des adversaires qui

⁷ Ce projet de loi envisageait pêle-mêle l'interdiction de l'avortement, la réaffirmation de liberté d'opinion en particulier en matière de sexualité (ce qui revenait à légaliser l'homophobie), la limitation de l'éducation sexuelle dans l'enseignement scolaire, l'interdiction de toute reconnaissance des couples de même sexe. Présenté en 2017, en réaction aux projets portés par Sandra Moran, il fut finalement voté le 08 mars 2022 (sic) pour être ensuite enterré par le président de la République une semaine plus tard sous des prétextes d'inconstitutionnalité et de conflit de normes juridiques. Il faut noter ici que ce projet avait été en grande partie rédigé et défendu par des acteurs évangéliques.

instrumentalisent la religion pour satisfaire leurs objectifs politiques. Pour cela, il conviendrait sans doute de pouvoir s'appuyer sur des acteurs religieux capables d'articuler un discours conjuguant le religieux à des projets politiques progressistes.

On trouve ici une illustration des positions récentes d'Habermas dans *Entre naturalisme et religion* (2008), dont le sous-titre est *Les défis de la démocratie*. Dans cet ouvrage le sociologue et philosophe allemand plaide pour la capacité de chacun à contribuer au dialogue démocratique, selon ses convictions. Si l'ambition est louable et l'objectif noble, Habermas tombe dans le piège tendu par les fondamentalistes chrétiens adeptes du post-séculier, comme l'a bien montré le sociologue suisse Yoann Stavo-Debaugé (2012 ; 2015). Ce faisant, il justifie des arguments qui sont autant d'armes pour ceux qui pensent que les arguments fondés religieusement valent autant que ceux fondés sur la raison et le dialogue critique. Or on ne peut dialoguer critiqueusement avec des personnes dont les assertions sont posées comme naturellement vraies car fondées ontologiquement en-dehors du champ politique. Au fond l'argument fondé religieusement est, au moins dans l'esprit de ses défenseurs, supérieur moralement, et donc juridiquement, à tout autre argument. La tonalité des discours que j'ai observé montre bien cette conception. Les arguments élaborés par Sandra Morán et son équipe sont disqualifiés moralement parce qu'ils s'opposent aux « valeurs de la nation chrétienne », pour reprendre les termes utilisés par plusieurs députés de droite à ce sujet. Ils sont également suspects car « importés de l'extérieur » (comprendre : par l'ONU, les ONG européennes). Cette dichotomisation du discours est un procédé classique de délégitimation de l'adversaire, et contribue à polariser le débat. On aurait ainsi d'un côté les bons Guatémaltèques, patriotes et religieux, évangéliques de préférence, opposés 'naturellement' aux fadaïses portées par une gauche cosmopolite, agent de l'étranger et promotrice d'une théorie du genre absolument agonie. Ce qui manque à la gauche, ce serait des évangéliques de gauche. Mais ce courant, qui a failli exister entre les années 60 et 80 est aujourd'hui bien peu audible, et peu connu (Kirkpatrick, 2019). Ces propos et la construction agonistique qui les caractérise sont ceux que l'on peut retrouver autant dans les débats européens sur ce type de sujets, que ce soit en Pologne ou en Hongrie, au Brésil ou au Pérou. Pour se situer dans une perspective d'analyse argumentative, et reprendre Moscovici, Sandra Morán et ses alliés ne peut littéralement pas « se faire entendre » de ses adversaires. Dans ces conditions le dialogue n'a pas lieu et se résume à un simple rapport de force parlementaire.

Les défis du futur

Doit-on en conclure que tout progrès est impossible et que tout projet politique de gauche est condamné à faire de la figuration politique tant il n'existerait aucun moyen de convaincre des électeurs et des acteurs politiques de se retrouver autour de projets concrets ? Il existe incontestablement un désir de changement de la part d'une partie importante de la population. Mais c'est précisément une partie qui se sent exclue du débat politique. Les taux d'abstention aux élections sont assez élevés (plus de 50% depuis 1999, à l'exception des élections présidentielles de 2011 et 2015, où le vote fut supérieur à ce pourcentage). Le niveau de confiance envers les partis, et même envers la démocratie sont parmi les plus bas d'Amérique Latine (Rodriguez, 2021). Mais comme l'a montré dans sa thèse la sociologue norvégienne M. Bjune (2016), l'analyse proposée par les Églises évangéliques contribue en réalité à dépolitiser le débat quant aux causes structurelles de la pauvreté et des inégalités. La chose a été relevé, dans un genre quelque peu différent par l'anthropologue étatsunien Kevin O'Neill (2010). Le niveau de corruption a atteint lui des niveaux inédits, et la fin abrupte de la CICIG, la

commission internationale de lutte contre la corruption, sous l'égide de l'ONU, en 2019, n'a pas contribué à rassurer les Guatémaltèques. L'actuelle campagne présidentielle a fait déjà la preuve des travers les plus sombres : élimination de la candidate indigène, Thelma Cabrera, qui paraissait bien placée, entraves envers tout candidat qui menacerait l'ordre établi, en instrumentalisant la justice électorale et la justice pénale, jusqu'au niveau des Cours les plus élevées, mise au pas des journalistes trop prompts à dénoncer la candidature de personnes ayant partie liée au narcotrafic et aux actes de corruption les plus divers Dans ce triste panorama, être de gauche revient à être marginalisé dans les médias, voire criminalisé. La peur des années de conflit semble de retour, comme le signale nombre de témoins (Colom, 2021).

C'est pourtant dans ce contexte que Sandra s'est à nouveau lancé dans la bataille électorale, pour retrouver un siège de député. Elle occupe la deuxième position sur le district du département de Guatemala, sous la bannière du mouvement WINAQ, le parti fondé en 2011 par la prix Nobel de la Paix Rigoberta Menchu. Sans doute faut-il voir dans cet engagement la volonté farouche d'œuvrer encore à changer les choses. Dans l'entretien qu'elle m'avait accordé, en mai 2022, elle montrait ses doutes. A la question de l'existence d'une gauche au Guatemala, elle avait répondu : *« Si, si elle existe, elle existe mais elle est faible. Elle existe. Nous avons existé. Mais c'est faible. Ce qui se passe c'est que ... disons, la plaie de la contrinsurrection a été très forte ici, non ? L'anticommunisme a été radical. Nous avons ... pour le moins, nous avons 70 ans d'anticommunisme. (...) Et je sens dans mon corps ce qu'ils [les militaires] y ont installé, la terreur. Et comme ils l'ont installé, ils savent la détoner. Et ce n'est pas conscient. Et donc ... et donc ... C'est exactement ça, hein ? le contrôle des peuples indigènes. »*⁸

Cet anticommunisme primaire est l'une des clés qui explique encore aujourd'hui le rejet viscéral d'une partie de l'élite guatémaltèque de toute idée étiquetée 'à gauche'. Le fait qu'une bonne partie de cette élite soit liée familialement avec des militaires, lesquels maîtrisent à la fois l'appareil sécuritaire de l'État, des activités économiques, et sans doute certaines activités illicites pour certains d'entre eux, complique le panorama. Car ces acteurs n'ont aucun intérêt à un quelconque changement. Si un doute subsistait, le sort réservé par la précédente administration du président Jimmy Morales à la CICIG, la commission internationale de lutte contre la corruption, montre combien cette oligarchie n'est pas disposée à se laisser mettre en danger. Dès qu'une menace directe se présente, elle fait bloc et use de tous ses pouvoirs pour empêcher les fauteurs de trouble. La gauche guatémaltèque ne dispose pas de tels atouts, ses dissensions sont un premier obstacle majeur comme il a été dit. Elle affronte un conglomérat d'intérêts, qui ont eu le temps d'élaborer un discours cohérent reposant sur la notion de 'nation chrétienne' (O'Neill, 2010). Cette conjonction de la dimension religieuse à celle politique offre un outil puissant de légitimation du discours, et permet de reconfigurer les processus identitaires dans une société secouée par des inégalités fortes. Elle permet surtout de situer la légitimité du discours dans une transcendance qui échappe à la raison et s'impose comme une vérité révélée, ce qui nourrit par ailleurs l'expression d'un pouvoir fort car non-discutable (Gonzalez, 2014).

On constate donc combien les défis qu'affrontent les mouvements et partis de gauche sont nombreux au Guatemala. La construction d'une mémoire historique nationale défaillante ne permet pas, ou difficilement, à la gauche de dépasser les erreurs commises dans la période qui

⁸ Entretien en espagnol, par Zoom, le 05 mai 2022, (00 :38 :50 à 00.41 :17).

suivit les Accords de Paix, dont la non-ratification sonne comme une sorte de glas des espoirs nés des négociations. De même, la dette politique envers les revendications politiques portées tant par les partis de gauche que par les mouvements sociaux, qu'ils soient féministes, LGBTI ou indigènes, reste non soldée. Le Guatemala est un pays profondément marqué par le racisme, les injustices sociales et un développement inégalitaire qui nourrit les violences et se trouve aux racines du phénomène migratoire. L'une des questions fondamentales réside dans la capacité de permettre à l'idée même de changement d'exister. Or le contraste entre les discours politiques, qui tous se font les avocats du progrès, et la réalité socio-économique, montre l'écart prodigieux qui existe en la matière. Alors qu'un espoir s'était fait jour en 2015, au moment des manifestations contre la corruption, il semble qu'une fois de plus ce soit la peur qui ait fait son retour. La question est alors de se demander non pas si une gauche est possible au Guatemala, mais pourquoi elle parvient si peu à se faire entendre. Cette interrogation débouche sur la capacité des citoyens à disposer d'espaces de dialogue libre, ce qui semble actuellement relever du vœu pieux. Faut-il voir dans cette incapacité concrète à faire vivre les principes de base de la démocratie l'une des causes de la vigueur évangélique dont le Guatemala est, avec le Brésil, l'un des exemples les plus nets en Amérique Latine ? Ou bien plus prosaïquement, le maintien d'un statu-quo politique et social n'est-il pas plutôt la traduction dans les faits d'une oligarchie qui gère le pays comme sa propriété personnelle, sa 'finca', comme certains de mes interlocuteurs me l'ont exposé ? Il reste certain que les problèmes socio-économiques du pays demandent à être traités structurellement. C'est dans cet espace, et peut-être plus au niveau local qu'au niveau nationale que des partis de gauche pourront retrouver, comme le souhaite Sandra Moran, cette articulation entre théorie politique et pratique qui semble faire défaut. Partir des mouvements sociaux est une des voies possibles pour cette reconquête qui s'annonce de longue haleine.

Bibliographie

Bjune Maren Christensen, (2016), *Religious Change and Political Continuity. The Evangelical Church in Guatemalan Politics*, thèse de doctorat, université de Bergen. En ligne : [\[https://hdl.handle.net/1956/15345\]](https://hdl.handle.net/1956/15345).

Colom, Alejandra, (2021), *Disidencia y Disciplina, como las élites tradicionales sofocan el disenso y que sigue ahora*, Plaza Pública, F&G Editores, Guatemala.

Gamazo, Carolina, (2015), "Sandra Moran: una feminista en el Congreso", *Plaza Pública*, publié le 16/09/2015. Disponible : <https://www.plazapublica.com.gt/content/sandra-moran-una-feminista-en-el-congreso>

Gonzalez Philipe, (2014), *Que ton règne vienne. Des évangéliques tentés par le pouvoir absolu*, Genève, Labor et Fides.

Guzaro Tomás, McComb Terri, (2019), *Escapando del Fuego, como un pastor Ixil salvo a su pueblo durante la guerra civil de Guatemala*, Guatemala: FCE.

Habermas Jurgen, *Entre naturalisme et religion, les défis de la démocratie*, Gallimard, Paris, NRF Essais, 2008.

Hernández Pico, Juan, S.J., (1997), “Izquierda: ¿sin pasado y con presente?”, *Revista Envío*, Universidad Centroamericana, Managua, Nicaragua, n°187, octubre 1997, disponible: <https://www.envio.org.ni/articulo/327>

Kirkpatrick David, (2019), *A Gospel for the Poor*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press. DOI : [10.9783/9780812296051](https://doi.org/10.9783/9780812296051)

Lebeau, Élodie. (2020). El Museo de la Solidaridad de la Unidad Popular al exilio (1971-1991). Una experiencia transnacional en tiempo de guerra fría cultural. *Secuencia*, (108), e1835. Epub 17 de febrero de 2021. <https://doi.org/10.18234/secuencia.v0i108.1835>

Ludec, Nathalie; (2001), «Voces del exilio guatemalteco desde la ciudad de México», *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* [En línea], 2 | 2001, Publicado el 16 junio 2006, consultado el 23 marzo 2023. URL: <http://journals.openedition.org/alhim/599>; DOI: <https://doi.org/10.4000/alhim.599>

Mack, Luis, Tiul, Máximo, Solórzano, Ivonne. (2009). “Entre la izquierda partidista y la izquierda social el movimiento étnico maya y las opciones político-partidistas en Guatemala”, In : *América Latina. Los derechos y las prácticas ciudadanas a la luz de los movimientos populares*, CLACSO, p.215-244.

Moira Cristiá, (2021), *AIDA, una historia de solidaridad artística transnacional (1979-1985)*, Buenos Aires, Ediciones Imago Mundi.

Morales Quiroga, Mauricio. (2016). Tipos de identificación partidaria. América Latina en perspectiva comparada, 2004-2012. *Revista de Estudios Sociales*, (57), 25-42. <https://doi.org/10.7440/res57.2016.02>

O’Neill Kevin, (2010), *City of God, Christian Citizenship in Postwar Guatemala*, University of California Press, Berkeley.

Palma Mora, Mónica, (2003), «Destierro y Encuentro. Aproximaciones al exilio latinoamericano en México 1954-1980», *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* [En línea], 7 | 2003, Publicado el 14 febrero 2005, consultado el 23 abril 2023. URL: <http://journals.openedition.org/alhim/363> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/alhim.363>

Rodríguez, Mariana, (ed.), (2021), *Cultura política de la democracia en Guatemala y las Américas, 2021: Tomando el pulso de la democracia*, Nashville, TN: LAPOP.

Sáenz de Tejada, Ricardo, (2022), “Guatemala: 25 años de Paz?”, Nueva Sociedad, NUSO, janvier 2022, disponible : <https://nuso.org/articulo/guatemala-25-anos-de-paz/>

Santos Carlos, (2007), *El Silencio del Gallo*, Madrid, Debate.

Stavo-Debaugue Joan, (2012), *Le loup dans la bergerie, le fondamentalisme chrétien à l’assaut de l’espace public*, Genève, Labor et Fides.

Stavo-Debaugue Joan, Gonzalez Philippe, Frega Roberto, (2015), *Quel âge post-séculier ? Religions, démocraties, sciences*, Paris, Éditions de l’EHESS.